

Plus de 140 000 personnes évacuées suite aux inondations

Dossier de la rédaction de H2o
February 2026

Les autorités marocaines ont évacué 143 164 personnes de provinces touchées par des inondations vers d'autres endroits, rapporte Maghreb Arabe Presse (MAP), l'agence officielle d'information du royaume. Sur la base de données fournies par le ministère de l'Intérieur, la MAP affirme que ces personnes ont été évacuées en une semaine. La province d'Arraich, celle de Kenitra, et celle de Sidi Kassem sont les trois principales provinces concernées.

Le Maroc est confronté, depuis plusieurs semaines, à des inondations dévastatrices, qui touchent surtout les régions de Tanger, Tétouan et Al Hoceïma. Le 15 décembre, des inondations ont causé la mort de 37 personnes à Safi, sur la côte atlantique, et engendré beaucoup de dégâts.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica

À

L'évacuation de la population de Ksar El Kebir en dit long

Debut février, Ksar El Kebir est devenue l'épicentre d'une crise hydrométéorologique inédite. Face à des précipitations exceptionnelles et à la montée rapide des eaux de l'oued Loukkos, consécutives au remplissage critique du barrage Oued El Makhazine (qui a dépassé 140 % de sa capacité), les autorités ont déclenché une série de mesures d'urgence culminant dans la décision d'évacuer la quasi-totalité de la ville.

Dans un premier temps, les opérations avaient ciblé les personnes sinistrées ou directement menacées, avant d'être étendues à l'ensemble de la ville. Sur le terrain, l'appareil étatique a été fortement mobilisé. Cette séquence, qui est le produit d'un cumul pluviométrique hors norme, met néanmoins en évidence un dilemme classique de la gestion des barrages en période de dérèglement climatique : garantir la sécurité hydrique du pays en maximisant le stockage, tout en préservant des marges de manœuvre suffisantes pour absorber les épisodes extrêmes. L'épisode de Ksar El Kebir n'est peut-être que le simple accident météorologique. Il s'inscrit dans un continuum de phénomènes extrêmes observés depuis plusieurs mois (pluies intenses, chutes de neige importantes en décembre 2025) et révèle les fragilités d'un modèle d'aménagement qui a parfois sous-estimé l'urbanisation de zones inondables, la dépendance de quelques grands ouvrages hydrauliques et l'insuffisante préparation des populations aux scénarios de crue majeure.

Hassan Bentaleb, Libération (Casablanca) - AllAfrica